

Les P'ACTES Européens, membres ou partenaires associés:

La Fondation pour le Progrès de l'Homme
depuis 1998, contribuant aux axes cohésion sociale, puis territoire. www.fph.ch/

Comité de rédaction Bulletin International de Développement Local Durable
depuis 2003, en 4 langues www.apreis.org
<http://developpementlocal.blogspot.com/>

RIPESS Europe
depuis 2007 (Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire), membre du 1ier Collectif d'organisation en 2011, animateur du Groupe de travail 3 « développement local, économie solidaire, souveraineté alimentaire, pacte local : quelles convergences existent pour produire collectivement ? ». www.ripesseu.net/

Le Suivi de préparation de la 5ème Rencontre du RIPESS (Philippines 2013) dans le cadre de l'atelier 7 « participation démocratique et ancrage territorial » de LUX'09 : Tokyo 2009, FIESS 2010, Kuala Lumpur 2011.

Le Collectif français RIO+20
pour la préparation du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, juin 2012. <http://collectif-france.rio20.net/>

Les P'ACTES : Adresse postale siège
5, rue de Cadène 11580 Alet-les-Bains, France

Président : France Joubert
francejoubert@wanadoo.fr

Vice-présidente : Judith Hitchman
hitchman@club-internet.fr

Représentante des P'ACTES au CoCo du RIPESS Europe : Marie Priscila Soares
priscila.soares@in-loco.pt

Déléguée générale, coordination : Martine Theveniaut
martine.theveniaut4@orange.fr

Sites internet :
www.pactes-locaux.org
http://aloe.socioeco.org/page69-projet_fr.html



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme

Feuille de route 2013 : propositions portées devant le Comité des Régions européennes

Journée de Lancement, 23.11.2010.

Des Pactes territoriaux (locaux, régionaux) une issue par le haut de la crise actuelle à certaines conditions :

Une stratégie conçue et appliquée en vue d'obtenir des réponses concrètes aux problèmes essentiels qui se posent au quotidien : gestion des ressources communes, activités et emplois, conditions de vie et services, dans une perspective d'ouverture et d'articulation solidaire entre les territoires.

Une stratégie inscrite dans une perspective de moyen et long terme d'intégration dans le droit commun des réponses locales et régionales (interactions territoriales et coopérations).

La responsabilité partagée est son principe directeur. La Gouvernance multi niveaux son instrument. Elle inclut la société civile organisée partie prenante dans la conduite d'action en tant qu'acteur collectif de l'économie réelle et de la gouvernance territoriale.

Une stratégie multi-fonds, des règles d'application simples et transparentes.

Des objectifs de résultats définis par des indicateurs quantitatifs (combien) et des qualitatifs (comment) tels que : satisfaction des besoins essentiels dans l'économie réelle, qualité du vivre ensemble, résilience, vitalité démocratique et culturelle, diminution de la dépendance énergétique, alimentaire ou financière exogènes.

Comment ?

Se structurer en collectif de ressources permanent : boîte à outils et méthodes

pour améliorer, démultiplier, initier des réponses concrètes ; poursuite du programme de voyages apprenants.

Exprimer une voix collective indépendante, de plaidoyer du local à l'Europe et fournir aux uns et aux autres le moyen de consulter la société civile constituée au sein des P'ACTES.

S'inscrire dans la dimension inter nationale de globalisation des solidarités et de développement durable, dans une approche territoriale de participation active.

LES P'ACTES Européens.

Citoyens au-delà du bulletin de vote et de la manifestation de rue... Acteurs qui préparent l'avenir.

Réintégrer les questions majeures du vivre ensemble dans les réponses aux besoins essentiels ici et maintenant : se nourrir, se loger, se déplacer, travailler, se sentir utile et relié.

Accompagner la transformation de l'individu indigné et motivé vers le milieu porteur de sa propre transformation.

Dépasser les cloisonnements, concrétiser les transversalités, améliorer la polyvalence des réponses, apprendre à coopérer.

Faire grandir les capacités collectives, la détermination, la crédibilité pour porter une parole politique non partisane aux échelons décisionnaires, faire évoluer les termes du débat public et reprendre l'avenir en mains.

S'organiser aux différents paliers pour réussir le contrat démocratique, car local et global sont indissociables.

Mutualiser exemples à l'appui et transférer outils, méthodes et résultats en situation, pour des solutions concertées, viables et pérennes et une gestion équitable et efficace.

Planifier un développement durable du local à l'Europe et au-delà, à partir des réalités, des besoins, des ressources naturelles et culturelles.

Préparer les conditions d'une gouvernance démocratique du social et de l'économique en articulant l'horizontal avec le vertical sur un mode non hiérarchique.

Croiser les enseignements de l'expérience, l'expertise d'usage et la théorie pour asseoir l'action collective sur des connaissances, des indicateurs, des arrangements institutionnels appropriés aux conditions de la mondialité.

Tenir les deux bouts de la chaîne accroît le pouvoir d'action et de réplique concrète, produit des références partagées et des principes communs.

Pour des régulations supranationales prescriptives, l'exercice d'une responsabilité sociale partagée que ni multinationales, ni Etats ne sont à même de définir, ni de faire respecter à eux seuls.

S'associer, c'est faire sens et faire nombre, se constituer société civile, interlocuteur à part entière, troisième pilier indépendant d'une mondialisation à visage humain, faire reculer l'arbitraire et les abus de positions dominantes qui menacent les biens communs planétaires, l'accès de tous aux droits fondamentaux, la paix.

La démocratie locale à la base de l'édifice pour la gestion territoriale des problèmes du quotidien ; pour se relier, de façon dynamique et différenciée à l'économie mondialisée.

Pactes territoriaux, outils pour coopérer. Coopérer traduit une responsabilité partagée d'agir - ensemble ou de façon indépendante - dans une démarche globale et cohérente en vue d'atteindre un objectif d'intérêt général. Participer à une action publique initiée par d'autres, mais aussi prendre l'initiative d'actions qui concourent à ce que cet objectif soit atteint. Ce pouvoir citoyen d'initiative et d'action inclut de s'opposer à des décisions « hors sol » de planification qui compromettent les possibilités des populations concernées de vivre en santé, en sécurité et en paix.

Prendre le chemin d'une prospérité fondée sur un développement en qualité est possible, dès lors que l'on admet que les grands gisements d'emplois se trouveront à l'avenir dans la capacité de répondre aux besoins essentiels de la vie quotidienne avec qualité, durabilité, solidarité et proximité. Le manque de travail n'est pas le problème pour répondre à ces besoins, mais la restructuration de l'emploi en fonction de ces opportunités et la volonté politique de marcher dans cette direction.

Cahier de propositions 2011 « Faire p'acte ».
http://www.pactes-locaux.org/bdf/docs/faire_p_acte.pdf

Les P'ACTES Européens :

Des **personnes** et des **organisations** de 6 pays européens : Allemagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal.

Un **Collectif ouvert** par leurs partenariats sur l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie, le Canada anglophone et francophone.

Une **méthodologie de travail** qui a fait ses preuves : le voyage apprenant pour apprendre les uns des autres.



Le pacte local, depuis 1998.

La démarche de pactes locaux pour la cohésion sociale s'engage en France avec un manifeste aux parlementaires : agir dans la proximité, la durée et un cadre de droit commun, plutôt que dans l'urgence et la dérogation. Ils proposent une dynamique partenariale qui réunisse tous les concernés : entreprises, élus, associations, travailleurs sociaux, chômeurs. Cette nouvelle culture des relations requiert « une analyse de la situation menée en concertation, des objectifs communs négociés et la mise en œuvre d'un cahier des charges rigoureux et souple ». Appuyés par la Fondation pour le Progrès de l'Homme, ils élaborent et diffusent leurs apprentissages dans un dossier qui réunit une 50ne d'expériences en 2001, puis dans un Cahier de propositions en 2004 : « 1+ 1 = 3 ».

2005, maturité, structuration associative, affirmation européenne.

Bien qu'éloignés géographiquement et parfois culturellement les uns des autres, leur démarche s'est élargie au-delà du contexte français. La notion de pacte local s'étoffe et se transforme en P'ACTE : le local c'est le territoire, le pacte c'est coopérer. Le P'ACTE, c'est aussi PASSER AUX ACTES avec celles et ceux qui partagent démarche et engagement pour la reconstruction d'un pacte territorial économique et social à la hauteur des enjeux. Ils font état de leurs propositions dans un **2ème Cahier de propositions en 2011 « Faire p'acte » pour mutualiser, progresser, créer.**

Le mouvement est lancé, avec en tête et au cœur, la petite musique du poète portugais Torga : « L'universel, c'est le local moins les murs ! ».

Une méthodologie éprouvée

Le Voyage Apprenant crée les conditions pour apprendre les uns des autres.

La rencontre repose sur une façon d'être « entre pairs » qui ne se jugent pas. Sans renoncer à leurs convictions, les postures institutionnelles sont mises au vestiaire le temps du voyage. L'écoute et l'observation sont bienveillantes, critiques et contributives. Sur une voie encore mal balisée, le dialogue recherche une meilleure compréhension mutuelle des logiques d'action de chacun. Se roder, par l'observation, le questionnement et l'échange consolide les analyses, élargit les relations pour s'inspirer en confiance des expériences des autres.

Qui participe ?

Élus, entrepreneurs, habitants, syndicalistes, administrations, associations, chercheurs, personnes-ressources. Tous engagés par leurs activités, leurs mandats, leurs responsabilités dans le fonctionnement d'une économie territoriale ouverte (secteur marchand, service public, tiers secteur, ou entraide bénévole). Ils ont à cœur d'organiser des complémentarités et d'installer les coopérations pour y parvenir. C'est pourquoi ils portent intérêt aux relations partenariales englobées-englobantes, obligées-volontaires, routinières ou de qualité, inexistantes et pourtant souhaitables... !

Préparer, réaliser un Voyage Apprenant :

Une thématique, des questions, une grille de lecture, définies et communiquées en amont.

Un déroulement structuré en 3 temps : illustrer, débattre, proposer, sur 2 voire 3 jours.

Les accueillants ont l'initiative du thème et des invitations sur place.

Une délégation extérieure d'environ 10 personnes est constituée en lien avec le thème.

Les PACTES ont une fonction d'interface avec le (les) référents du territoire accueillant pour la préparation et la restitution des synthèses.

Productions : fiche de cas, synthèse, restitution publique dans le double objectif d'entraide et de portage de propositions de portée générale.

Déjà dix voyages apprenants depuis 2007 !

À quoi ça sert ?

France Joubert « *À la construction collective des outils pour travailler ensemble sur les mêmes sujets* » CERGE et P'ACTES (Poitiers, 12.2007)

Alain Laurent « *S'exposer pour raconter, avec des principes qui encadrent, permet de catalyser des années de réflexions et d'actions ; valide ou prépare une action publique transversale et inter-institutionnelle* » TER_RES (Auvergne, 05.2008).

Jacques Fiset « *Observer des personnes en action dans un projet, les entendre sur place, vaudra toujours mieux que la présentation elle-même. Ultimement, ça sert à rapporter dans nos contextes, nos atmosphères et nos cultures, une expérience adaptable chez soi* » Centre Local Développement de la ville de Québec (Aude, 04. 2009).

Ben Quiñones « *En Asie, on parlerait d'approche intégrée. Il faut rassembler ces histoires apprenantes pour montrer au monde que c'est une alternative* » (Aude, 4. 2009). Philippin, CSRSME Asia (Coalition ef Socially Responsible SMEs), organisateur V° Rencontre RIPESS en 2013 (Aude, 04.2009).

Outils et méthodes développés par les membres et partenaires associés :

ALOE, Françoise Wautiez, International.

Alliance pour une **Economie Responsable, Plurielle et Solidaire** : **site internet qui informe et valorise** études de cas et analyses, gère des forums multilingues. http://aloe.socioeco.org/page69-projet_fr.html

BASE Sud Audois, Peter Wollny, France, Languedoc-Roussillon.

Plateforme associative et **site internet citoyen** des habitants du **Pays Haute Vallée de l'Aude** pour le développement économique local par le partage d'expérience et de connaissance. www.base-sud-audois.fr/

BEST, Heike Birkhoelzer, Allemagne.

Berliner Entwicklungsagentur für Soziale Unternehmen und Stadtteilökonomie. Agence de développement des entreprises sociales et de l'économie de voisinage à Berlin : stratégie pour une autre manière de vivre et un développement soutenable non tributaire des subventions. www.technet-berlin.de/

CERGE, France Joubert, France, Europe.

L'alliance volontaire entre employeurs sert la mutualisation, sécurise les emplois : à **la base le Groupement d'employeurs** : dispositif légal pour créer une entreprise sous statut associatif et embaucher en temps partagé; des **Centres de Ressources régionaux** ; un Centre Européen suit **l'essaimage en Europe**. L'outil a fait ses preuves : 34600 salariés, 700 millions € de CA. L'apprentissage du dialogue social territorial. www.cerge.com/index.php?id_site=1&id_page=96

Associação In Loco, Maria Priscila Soares, Portugal.

Acteur de la démocratisation après 1974, du développement local rural, In Loco est devenu un aménageur citoyen reconnu, avec acquis de méthode transposables. L'association développe les méthodologies de la participation politique et citoyenne, appuie les autorités locales dans la mise en œuvre du Budget Participatif, travaille en réseau international pour représenter la valeur ajoutée de ces modes d'action. www.in-loco.pt; www.op-portugal.org; www.infoop.org

MCM, Brigitte Carraz, Roger Winterhalter, France, transfrontalier Suisse,Allemagne.

« Arrêter de le dire et le faire », la Maison Citoyenneté Mondiale de Mulhouse fait vivre **les potentiels d'un lieu** : 82 m2 où des petites associations vivent ensemble et développent leurs initiatives: magasin pour rien, mutuelle solidaire, crédit, revue, associations de chômeurs et monnaies complémentaires en réseau transfrontalier, écohabitat, restaurant solidaire prix variable, couverture pour la paix citoyens du monde.

<http://109.sangneuf.free.fr/>

OPE, Abilio Machado, GD Luxembourg

Depuis les années 80, Objectif Plein Emploi est une initiative citoyenne de résilience dans la mutation industrielle. Appuyée par le syndicat OGB-L, reprise et amplifiée par les collectivités locales à **la base**, l'Etat, l'Europe. Création d'emploi, économie solidaire, développement local durable, éducation citoyenne, recherche: 1000 emplois non délocalisables, en 2009, 400 bénévoles, OPE fonctionne en **réseau à étages et multifonctionnalités** : Centres d'Initiatives et de Gestion **paritaires**, locaux, régionaux, sectoriels maillés avec un centre de ressources commun (gestion, conseil). www.ope.lu/

Technologie-Netzwerk, Karl Birkhoelzer, Berlin,Allemagne. Réseau d'individus, initiatives et organisations sur des **objectifs communs de recherche, formation, éducation sur l'économie locale**, les stratégies de l'emploi local. Large éventail de relations de coopération entre projets similaires. www.technet-berlin.de

Terre de Liens, Marc Barny, France, Rhône-Alpes, dans des échanges informels réguliers.

Fondée en 2003, pour l'installation de paysans et l'agriculture biologique. Le Mouvement comporte association **nationale**, associations **régionales** et **comités d'engagement de projets à la base** ; **2 outils financiers** de mobilisation de capitaux pour l'accès collectif et solidaire au foncier agricole : la Foncière (2006), le Fonds de Dotation (2009) future Fondation reconnue d'utilité publique. www.terredeliens.org

UNADEL, Jean-Marc Binaud, France

travaille à la Ville et Communauté urbaine d'Alençon à l'**Agenda 21 participatif**. Il représente l'Union Nationale des Acteurs et Structures du Développement Local. www.ville-alencon.fr ; www.unadel.asso.fr

URGENCI, Andrea Calori, International.

Urbain-Rural (pour) Générer des Echanges Nouveaux entre Citoyens depuis 2004. Partout, des groupes se constituent sur une base locale pour une alimentation saine dans des partenariats solidaires entre producteurs et consommateurs. URGENCI porte l'objectif de mise en synergie autour de principes communs : point d'entrée pour « **penser ensemble** » **les relations entre alimentation/ économie, planification** (énergie, bilan carbone), les droits **humains**. La singularité dans une approche systémique peut transformer tout le système. Membre du Mécanisme de la société civile de la FAO www.urgenci.net